



Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale, de la
Jeunesse et des Sports

110 boulevard de Grenelle
75357 PARIS SP 07

Madame la Ministre déléguée auprès du ministre de
l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports,
chargée des Sports

96 avenue de France
75650 PARIS Cedex 13

Le 19 mai 2021,

Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports,

Madame la Ministre déléguée auprès du ministre de l'Éducation Nationale, de la
Jeunesse et des Sports, chargée des Sports,

Nous nous permettons de vous écrire au nom du collectif EnjeuxPing-Avenir. Ce collectif a été créé à la suite des élections du 6 décembre 2020 de la Fédération Française de Tennis de Table par des acteurs de notre sport (joueurs, arbitres, dirigeants...). Notre volonté est bien de nous inscrire dans un débat démocratique (propositions, débat d'idées, décryptage de la vie fédérale...) au service de notre Fédération et de nos licenciés(ées). Certains membres du Collectif faisaient partie de l'ancienne équipe dirigeante qui avait initié la création d'une commission contre les violences dans notre sport.

Nous souhaitons vous alerter par ce courrier sur la situation actuelle quant à la gestion des violences sexuelles par la nouvelle équipe dirigeante présidée par Monsieur Gilles ERB.



En effet, pour que vous puissiez comprendre notre intervention, vous trouverez ci-dessous l'historique de la situation :

À la suite des révélations d'affaires d'agressions sexuelles par le Média indépendant Disclose fin 2019, renforcé par un article publié le 24 juin 2020 sur l'affaire Ecuyer mettant en lumière des faits particulièrement graves commis par un ancien président de Ligue, le Président Christian PALIERNE a décidé la création d'un groupe de travail sur les violences et agressions sexuelles à la Fédération Française de Tennis de Table tout en prenant des engagements forts par voie de communiqué de presse.

À l'issue de ces travaux, l'ensemble des participants avait considéré l'importance de créer une commission sur la protection des agressions et violences sexuelles. Il était prévu qu'elle soit inscrite dans le règlement intérieur en tant que commission à part entière. Après de nombreux échanges avec la commission « statuts et règlements » et un vote en Conseil Fédéral, la commission centrée sur les violences sexuelles s'est élargie pour devenir la « Commission de la protection de la dignité et de l'intégrité physique du pongiste » qui englobe toutes les formes d'atteinte à la dignité et à l'intégrité physique : violences sexuelles, discriminations, harcèlement, homophobie, agressions... Nous vous joignons les PV du Conseil Fédéral du 13 octobre 2020 attestant de cette décision ainsi que celui du 13 novembre 2020 précisant ces différentes missions.

Pour que cette commission soit inscrite dans le règlement intérieur, nos statuts nous imposent deux phases, la première nous oblige à un vote par le Conseil Fédéral et la seconde une ratification lors de l'Assemblée générale. Le vote du Conseil Fédéral a bien eu lieu le 13 novembre 2020, la commission apparaît sous l'article II.517. L'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du 27 mars aurait dû valider la ratification de cette commission, or la nouvelle équipe présidée par Gilles ERB n'a pas souhaité l'inscrire pour validation à notre AG, dérogeant ainsi au vote des élus fédéraux de la précédente mandature et à la volonté ministérielle forte de lutter contre toutes sortes de violences, mais aussi d'inscrire notre fédération dans une vraie conduite citoyenne de protection de nos licenciés(ées).

Aussi cette situation d'abandon nous oblige en tant qu'élus fédéraux et membres du collectif EnjeuxPing-Avenir, à vous interpeller en tant que ministres en charge des Sports. Il nous paraît impensable que malgré nos différentes interventions lors des conseils fédéraux successifs, l'équipe du Président Gilles ERB ne s'approprie pas l'obligation qui lui est faite, de rentrer dans une vraie démarche de défense de nos licenciés(ées). Nous considérons que l'absence de la mise en place de cette commission par l'équipe en place démontre un manque de considération et un sentiment fort de désintérêt pour les victimes, notamment d'agression sexuelle, pouvant leur susciter un sentiment d'abandon.

Nous espérons pouvoir compter sur votre appui en tant que ministre de l'Education Nationale et ministre chargés des sports pour soutenir notre demande de création de cette commission.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre et Madame la Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Pour Le Collectif EnjeuxPing-Avenir

Madame la Présidente, Anne Boileau Demaret